LES HOUTHISTES FACE AU PUISSANT APPAREIL DE PROPAGANDE WAHHABITE

Bab El Mandeb

Les Houthistes, de l'école théologique zaïdite, sont très proches des sunnites. La propagande wahhabite les fait passer pour des auxiliaires de Téhéran, ce qui est archifaux. Pour Bruxelles, la guerre contre le Yémen n'annonce rien de bon. Divergences avec les USA ?

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La propagande wahhabiste, superbement argentée grâce à la richissime Arabie Saoudite, brouille les cartes concernant les Houthistes.

Pour justifier l'expédition punitive qu'elle a engagée au Yémen, hors ONU, en contradictions flagrantes avec le droit international et même avec la charte de la Ligue arabe, Riyad recourt à tous les procédés mensongers, à la manipulation et à tous les montages médiatiques. L'opération montée par les Saoudiens et les Egyptiens est dangereuse, porteuse de tous les périls et ne rétablira pas la paix au Yémen. Au contraire ! Que du contraire ! Rien que du contraire !

L'Algérie fait bien de ne pas participer, ni de près, ni de loin, à cette gigantesque et effroyable guerre contre un pays souverain.

Des séances de démontage politique sont nécessaires pour battre en brèche les criminels mensonges wahhabites en l'affaire. Les Houthistes ne sont pas très éloignés de l'école sunnite. C'est la branche du chiisme la plus proche de l'école sunnite, voire malékite. Yéménites depuis la nuit des temps, ils ont eu à diriger ce pays pendant un millénaire et ont toujours situé leurs actions, croyances et doctrine dans le cadre d'un Yémen uni.

Les médias lourds saoudiens et, depuis peu, égyptiens, les font identifier comme des vassaux de l'Iran ou comme forces auxiliaires au service des objectifs de Téhéran. Archifaux. Les Houthistes ont pris les armes en 2004 après l'assassinat de leur leader Hussein Badredin El Houthi et pour des raisons liées à leur statut, leur identité et leur place dans le Yémen.

Il est vrai que, depuis, la nécessité et les rudes conditions d'existence ont transformé leur mouvement pour qu'il devienne armé, de résistance et ne comptant que sur soi.

Dès 2004, les Houthistes ont compris que de l'Arabie Saoudite, ils n'ont pas de bonnes choses à attendre. Les Saoudiens, véritable source du wahhabisme destructeur qui a «offert» au monde Ben Laden et Al Qaïda et financé tous les groupes terroristes dans le monde arabo-musulman dont les «Algériens» des GIA, ne pouvaient pas envisager un Yémen en dehors de sa mouvance théologique et indépendant dans ses prises de position.

L'ex-président Saleh, sunnite, avait, l'on s'en souvient, cherché des compromis avec les Houthistes. Ce qui lui a valu d'être déboulonné par Riyad qui lui a préféré Hadi, un président sans envergure et totalement inféodé aux intérêts de la dynastie royale des Al Saoud. C'est d'ailleurs Hadi qui a demandé formellement l'intervention étrangère contre son propre pays. Et c'est la «doléance» de Hadi qui sert à contourner le droit international et qui «légitime» l'expédition guerrière contre le Yémen.

L'histoire de la création d'une force panarabe décidée à Charm El-Cheikh et fortement soutenue par l'Egypte est une véritable catastrophe pour le Moyen-Orient, aujourd'hui, et, sans doute, demain pour le Maghreb. Sans contours définis, ni des objectifs précis à réaliser sauf des formules genre «l'intérêt du monde arabe», — quel intérêt et quel monde arabe ? —, la force arabe décidée à Charm El-Cheikh est une opération destinée à masquer les véritables enjeux. Les Saoudiens veulent se repositionner dans la région comme les gendarmes au service des USA et pour casser la dynamique favorable à un accord sur le nucléaire iranien. Riyad ne veut pas perdre la main en tant que principal valet —arabe — de l'impérialisme américain, voire mondial.

La guerre contre le Yémen est, par ailleurs, une offre de service concrète à Washington et Tel-Aviv. Une sorte de deal maintenant, tel quel, le rapport de force. Pas d'avancée sur le dossier palestinien, garantie saoudienne, contre l'exclusion définitive de l'Iran des enjeux régionaux.

Sur l'Iran et sur bien d'autres choses encore, Riyad et Tel-Aviv sont sur la même longueur d'ondes. Les calculs égyptiens, même s'ils rejoignent, actuellement, ceux des Saoudiens, sont d'une autre nature.

Le Caire veut l'arbitrage de l'Arabie Saoudite concernant les Frères musulmans pour que ces derniers acceptent de s'éclipser de la scène égyptienne moyennant, sans doute, un procès arrangé pour Morsi et ses compagnons pour qu'ils s'en sortent, libres, direction Riyad.

L'Egypte soutient fermement l'expédition contre le Yémen pour préserver ses intérêts à Bab El Mandeb et empêcher l'Iran, et à un degré moindre, la Turquie de vouloir percevoir quelques avantages pour le passage des navires dans ce détroit.

Abdelfattah Sissi replace par là l'enjeu au cœur du problème et donc de la solution. Les Egyptiens, pourtant, ne semblent pas vouloir une prédominance saoudienne dans la région. Les semaines à venir nous en diront davantage.

La Ligue arabe, où le rapport de force est largement défavorable à l'Algérie, n'est pas, à vrai dire, l'enceinte où la diplomatie algérienne a des chances d'être entendue.

Lamamra a, pourtant, assuré le service minimum. A Charm El-Cheikh c'est l'équivalent du maximum. L'Algérie n'enverra pas ses troupes guerroyer au Yémen, émet des réserves importantes sur les guerres contre des nations souveraines et privilégie la solution politique.

L'armée algérienne n'est pas une armée de mercenaires qu'on envoie tuer et massacrer des pauvres gens. Au Yémen ou ailleurs. Le relex algérien l'a affirmé haut et fort sur les bords de la mer Rouge. C'est l'essentiel. L'agression étrangère contre le Yémen n'apportera rien qui puisse permettre à ce pays de s'en sortir.

Seules les ruines aux ruines répondront, la désolation sera partout et les Houthistes ne quitteront pas le Yémen. Leur pays.

A. M.

LE CONFLIT S'AGGRAVE AU YÉMEN

Au moins 45 civils tués dans un raid aérien

Au moins 45 civils ont été tués dans un raid aérien sur un camp de déplacés lundi au Yémen, au cinquième jour de la campagne militaire arabe menée par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis.

Le camp d'Al-Mazrak, qui abrite des Yéménites déplacés par le conflit dans le nord-ouest du Yémen, a été touché lors d'un raid qui a tué 45 personnes et blessé 65 autres, selon un bilan provisoire de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui travaille dans ce camp.

Ce bilan est le plus lourd, pour les pertes civiles, depuis le début jeudi dernier de l'intervention au Yémen d'une coalition de neuf pays arabes, menée par Ryad.

Selon des témoins, des ambulances ont eu des difficultés à parvenir à Al-Mazrak en raison de bombardements de la coalition sur la route qui mène au camp.

Le camp abrite depuis 2009 des Yéménites déplacés par le conflit entre les Houthis et le gouvernement central. Et 500 nouvelles familles y sont arrivées ces deux derniers jours, a indiqué Pablo Marco, chef du programme de Médecins sans frontières (MSF) pour le Moyen-Orient.

Une pression maximale a continué à être exercée lundi par la coalition sur les forces hostiles au président Abd Rabbo Mansour Hadi, qui a été conforté par d' autres dirigeants arabes réunis en sommet ce week-end en Égypte.

Ces derniers ont prévenu que l'intervention militaire se poursuivrait jusqu'à ce que les rebelles «déposent les armes».

«L'objectif final de l'opération est de réinstaller un gouvernement légitime et de relancer le processus politique. Nous allons y arriver», a affirmé un diplomate du Golfe pour souligner la fermeté de la coalition.

Lundi en fin d'après-midi, le nord de la capitale Sanaa était secoué par des déflagration provoquées par de nouveaux raids aériens, a rapporté un correspondant de l'AFP. Peu auparavant, un officier de l'armée loyaliste a indiqué que des colonnes de militaires, fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh allié aux Houthis, étaient visées au nord d'Aden par des bombardements aériens de la coalition et des «tirs provenant de la mer».

Ces bombardements, qui ont déjà fait 12 morts parmi ces combattants, visent à empêcher ces colonnes d'avancer sur l'aéroport international d'Aden, selon l'officier.

Toujours dans le sud, à Daleh, huits civils ont péri dans des bombardements attribués par un responsable local à des forces de M. Saleh.

Sept soldats alliés aux rebelles ont par ailleurs péri dans des tirs de forces paramilitaires en tentant d'attaquer l'aéroport d'Aden, selon un officier loyaliste.

Au total, les combats à Aden ont fait une centaine de morts depuis jeudi.

Entretemps, le pays se vide des derniers étrangers qui ne l'ont pas déjà évacué. Pékin a ainsi annoncé avoir rapatrié en deux jours près de 500 Chinois qui étaient bloqués au Yémen.

Parallèlement à l'offensive militaire, les forces hostiles au président Hadi, actuellement réfugié en Arabie saoudite, subissent également des pressions diplomatiques.

Ahmed Ali Saleh, fils du président déchu, a ainsi été limogé de son poste d'ambassadeur aux Emirats arabes unis par le président Hadi «à la demande» d'Abou Dhabi, ont indiqué lundi des diplomates du Golfe.

Ali Abdallah Saleh, président de 1978 à 2012, est considéré comme l'artisan de la montée en puissance des Houthis contre lesquels son régime avait pourtant mené six guerres.

Il s'est allié à la rébellion, à la suite de son départ forcé du pouvoir il y a trois ans sous la pression de la rue et une médiation des monarchies du Golfe.

Début mars, le parti de l'ex-président a organisé des manifestations à Sanaa pour demander que son fils Ahmed soit candidat à une élection présidentielle anticipée.

Partis de leur fief à Saada (nord), les Houthis, issus de l'importante minorité zaïdite, ont déferlé sur Sanaa en septembre et conquis depuis de vastes régions dans le centre, l'ouest et le sud du Yémen.

NIGERIA

Huit membres de Boko Haram et trois miliciens tués dans le nord-est

Huit islamistes présumés du groupe Boko Haram et trois miliciens ont été tués lundi lors de combats dans les Etats de Gombe et Bauchi, dans le nord-est du Nigeria, selon la police et des habitants.

Des membres présumés du groupe islamiste armé Boko Haram ont attaqué plusieurs localités des Etats adjacents de Gombe et de Bauchi ce week-end, saccageant notamment des bureaux électoraux, pendant la tenue des élections présidentielle et parlementaires.

Boko Haram, chassé récemment de ses fiefs de l'Adamawa, d'Yobe et de Borno, trois autres Etats du nord-est, par une opération militaire régionale, a multiplié les attaques dans le Bauchi et le Gombe ces dernières semaines.

Babakarami Sunusi, qui vit à Gombe Abba, dans l'Etat de Gombe, a rapporté lundi que quatre hommes armés qui tentaient d'attaquer son village ont été tués par l'armée.

Selon M. Sunusi, les assaillants sont arrivés à bord de plusieurs véhicules, en pleine nuit, et ont été interceptés par l'armée, engendrant des échanges de tirs.

«Les soldats ont tué quatre des assaillants et en ont capturé un, les autres ont fui», a-t-il expliqué.

Idi Male, un chasseur qui vit dans les environs, a livré un récit similaire. Les assaillants «ont fui dans les collines, en dehors du village, mais ils ont été poursuivis par des chasseurs locaux. On attend que les chasseurs reviennent», a-t-il précisé.

Gombe Abba se trouve à quelque 10 km de Dukku, où trois personnes avaient déjà été tuées samedi dans la file d'attente d'un bureau de vote.

Dans l'Etat voisin de Bauchi, selon le porte-parole de la police, Haruna Mohammed, la police et les membres d'une milice locale «ont entendu dire que des voyous approchaient» et «ont engagé avec eux une violente fusillade» tôt lundi matin, dans le village de Tafawa Balewa. Quatre des assaillants ont été tués, et quatre de leurs 18 véhicules tout-terrain, équipés de mitrailleuses lourdes, ont été saisis, a-t-il précisé.

«Les mêmes voyous sont ensuite retournés dans le village de Jitar (...) et ont tué trois membres d'une milice» d'autodéfense, a-t-il ajouté, précisant qu'«une patrouille intensive est en cours pour éliminer les scélérats en fuite».

Le gouvernement de Bauchi a imposé dimanche un couvre-feu total, d'une durée illimitée, dans trois districts de l'Etat, dont Bauchi, la capitale, à cause des affrontements en cours entre l'armée et Boko Haram.

LIBYE

Un ouvrier philippin tué dans des violences près de Tripoli

Un ouvrier philippin a été tué lorsque des roquettes se sont abattues sur la ville de Zaouia, près de Tripoli, a rapporté lundi un responsable des services libyens de sécurité.

Le Philippin, employé par une compagnie pétrolière, a été tué dimanche par des tirs de roquettes ayant visé cette ville, située à 40 km à l'ouest de Tripoli. Trois autres Philippins, un Soudanais et un Libyen ont été blessés dans ces violences.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères philippines, Charles Jose, a confirmé les faits.

«Notre ambassade à Tripoli a confirmé qu'un Philippin a été tué dans un bombardement à Zaouia», a-t-il indiqué à l'AFP.

Depuis la fin de la révolte qui a renversé en 2011 le régime de Mouammar Kadhafi, la Libye, sous la coupe de milices rivales formées surtout d'ex-rebelles, s'enfonce dans l'anarchie et les violences.

Ainsi, on est toujours sans nouvelle de quatre Philippins et cinq étrangers enlevés début mars lors d'une attaque contre le champ pétrolier al-Ghani (sud de la Libye) imputée par des sources libyennes aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Le gouvernement philippin avait ordonné en juillet 2014 le rapatriement de ses ressortissants de Libye, où environ 13 000 d'entre eux travaillaient, selon le ministère des Affaires étrangères à Manille.

Depuis, des milliers de Philippins ont quitté le pays, mais 4 000 y travaillent toujours, notamment dans le secteur pétrolier, les hôtels et les hopitaux.